



S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS



## Conseil d'Administration du 23 février 2017

**Représentants du Personnel (3 sur 5) :** **Cfdt:** Patrick FOURMIGUE (MED) et Bruno SAINTOT (EST).  
+ Fo + Unsa. *Absence de la Cgt (lecture d'un communiqué avant l'ouverture).*

**Représentants de l'Etat (5 sur 6).** *Absence du Ministère du Budget.*

**Représentants des Collectivités (1 sur 5) :** AdCF (4 absences, dont le président PERDRIAU).  
*Les élections à venir expliqueraient-elles ces absences ?*

**Personnalités Qualifiées (3 sur 5) :** FNE, FNAUT, ADEME (2 absences).

Commissaire du gouvernement : Philippe CARON, remplace Régine ENGSTROM, SG des ministères de tutelle.  
*Au final, seulement 12 administrateurs sur 21, c'est-à-dire un seul de plus que le quorum (11).*

La vice-présidente, Isabelle ANDRIVON (DGITM) passe la parole à la **Cfdt** pour sa déclaration liminaire (cf. fin du présent compte-rendu), puis à FO. Pas de déclaration UNSA.

Le Directeur Général (**DG**), Bernard LARROUTUROU, se félicite que le CA se réunisse enfin dans un bâtiment Cerema, à savoir la nouvelle salle du sous-sol de la DTecTV (à côté de la gare de la Part-Dieu).

**DG :** refait un point sur le dossier **immobilier**, en réponse à notre déclaration liminaire. Il se dit « *très attaché à la transparence, mais qu'elle ne peut pas être totale et instantanée* ». Il annonce que le CTE du 23 mars sera l'occasion de revenir sur ce dossier, ainsi que sur le **télétravail**.

**Cfdt:** il était temps ! Nous attendons de vraies propositions le 23 mars !

**DG :** rappelle les conditions de délocalisation de **Nice** à Sophia-Antipolis/ADEME. Régine ENGSTROM aurait écrit au préfet des Alpes-Maritimes, en demandant qu'un autre bâtiment de l'Etat soit vendu, pour qu'il y ait un retour financier pour le SPSI du Cerema.

*Lecture de la lettre collective des agents de Nice aux administrateurs.* Le **DG** propose au CA de ne pas revenir sur sa délibération de l'an passé. Il assure que la direction du Cerema répondra dans les toutes prochaines semaines aux questions posées dans cette lettre des agents de Nice.

### Approbation du Procès-Verbal du CA du 30 novembre 2016 (délibération)

La **Cfdt** demande juste que, dans la retranscription de ses propres expressions orales, le sigle Unsa ne soit pas accolé au sien, car il s'agit de deux organisations syndicales distinctes.

**PV approuvé** à l'unanimité.

### Programme d'activité de l'année 2017 (délibération)

**DG :** souligne que la programmation représente un gros travail au sein de l'établissement et que la méthode s'améliore au fil des années, ce que reconnaissent les Directions Générales.

Nota **Cfdt:** sur le terrain, l'exercice est encore ressenti comme trop lourd et chronophage.

**DG :** insiste sur le fait qu'un quart des activités seront désormais « *signalées* » (**voir PJ**), car présentant un caractère « *prioritaire* » et qu'elles feront l'objet d'un suivi particulier.

Info **Cfdt:** la liste est connue des directeurs mais pas diffusée. Avant fin mars, une note Cerema/D4P devrait informer les équipes de ces actions « *signalées* ».

**DGALN :** le qualificatif « *prioritaire* » est mal choisi, car l'attente vis-à-vis du Cerema est la même sur toutes les actions.

**DSCR :** « *tout est prioritaire* ». Elle propose de remplacer « *signalées* » par « *sensibles* ». Elle s'inquiète des conséquences des pertes d'agents et de compétences dans son domaine, car certains Services Déconcentrés n'osent plus passer des commandes locales au Cerema, car il n'y a parfois plus personne en face dans la direction territoriale proche. Elle souhaite que les Directeurs Territoriaux prennent plus conscience qu'ils doivent faire des interventions hors de leur territoire.

**DG :** c'est en effet le sens de l'histoire ; on n'est plus à l'époque où les 8 CETE comptaient 4 500 agents.

**Cfdt**: cela renvoie à notre question sur la déclinaison du Projet Stratégique, soulevée dans notre déclaration liminaire mais restée sans réponse.

**DG** : il reviendra sur ce sujet dans les questions diverses. Le COP s'appuiera sur le Projet Stratégique et les évolutions de missions seront progressives.

**Min.Recherche** : satisfaction de voir que 14% de l'activité du Cerema concerne « *recherche et innovation* », même s'il ne contribue pas au budget du Cerema. Il dit travailler régulièrement et en bonne intelligence avec la DRI. Le fait que le Cerema ait été lauréat « *tremplin Carnot* » est important, en terme de reconnaissance. Aussi, le Cerema ne lui apparaît pas comme un organisme en décroissance.

**DG** : ajoute que cela a aussi apporté des moyens financiers au Cerema.

**FNE** : prend bonne note de la collaboration entre le Cerema et les collectivités. Le sujet « *Transition énergétique* » lui tient à cœur. Il pense que le Cerema devrait plus se saisir du volet « *transports* ». Il cite un partenariat FNE/Peugeot sur l'utilisation du gaz naturel pour remplacer à terme le diesel.

**AdCF** : les collectivités amènent au Cerema une diversification de la commande et donc une incitation à l'innovation, qui passe par l'expérimentation.

**FNAUT** : les petites collectivités sont sollicitées par beaucoup de prestataires qui viennent leur proposer leurs services. Elles ont besoin d'un appui technique les aider à faire les bons choix.

**ADEME** : le programme est présenté en domaines distincts, mais l'enjeu est la transversalité.

**VOTE : le programme d'activités 2017 est approuvé** (11 voix sur 12).

- **POUR** : **Cfdt**, Unsa, 5 État, 1 Collectivités, 3 PQ.
- **Abstention** : Fo

**Cfdt** : même si nous nous interrogeons sur l'adéquation des moyens futurs avec les objectifs annoncés, ce programme d'activités est nécessaire pour les missions à venir des équipes du Cerema. Nous ne voyons donc pas l'intérêt de nous abstenir.

## Compte financier et compte de bilan 2016 (délibération)

Le représentant **AdCF** indique qu'il devra quitter rapidement le CA, pour raisons personnelles. Aussitôt, le représentant **FO** décide de quitter la séance. Après ce départ de **FO**, le **DG** - pour éviter la perte du quorum (11/21) et une re-convocation du CA - demande au représentant **AdCF** s'il peut rester 10 mn de plus, ce qu'il accepte. Sa présence permet de maintenir in extremis le quorum.

La **Cfdt** ne partage pas la posture de FO de boycotter le vote de cette délibération, qui porte sur un constat du passé 2016. Pas de réel enjeu, si ce n'est contraindre le DG à reconvoquer le CA, sur cet unique sujet, en visio et sans condition de quorum, pour pouvoir valider formellement cette délibération.

**Il ne s'agit pas, comme l'an passé, d'un budget rectificatif avec de nouvelles coupes budgétaires.**

Le **DG** fait remarquer que le Cerema a produit plus de recettes que prévu et a « sous-consommé » en dépenses, ce qui permet de ne pas trop écorner un fonds de roulement déjà faible. Il rend hommage aux équipes du Cerema qui ont permis l'accroissement des ressources propres.

Nota **Cfdt**: cette hausse s'est faite souvent au détriment des actions pour les services de l'Etat.

**VOTE : le compte financier et de bilan 2016 est approuvé** (8 voix sur 11).

- **POUR** : 5 État, 1 Collectivités, 2 PQ.
- **CONTRE** : Unsa
- **Abstention** : 1 PQ (FNE), **Cfdt**

Le représentant **AdCF** quitte la séance, juste après le vote.

Le **DG** dit espérer, mais sans trop y croire, que le COP permettra d'avoir une vision pluriannuelle.

Présentation rapide des chiffres comptables par l'Agent Comptable Principal, Jean-Luc GELY.

**Cfdt**: nous en profitons pour demander qu'une formation « *budget/comptabilité* » soit de nouveau organisée pour les administrateurs. En effet, il y a eu un renouvellement important des membres et des modifications techniques importantes (GBCP). Notre souhait est qu'elle soit assurée par des agents Cerema (ACP+DAGEF), en s'appuyant sur les documents spécifiques Cerema.

## Présentation d'une activité Cerema

**Xavier OLNLY (CE/Isle d'Abeau)** présente le projet et outil « **ORHANE** », Observatoire Régionalisé Harmonisé des Nuisances Environnementales (site [www.orhane.fr](http://www.orhane.fr), ouvert fin 2016). C'est un outil cartographique d'information et d'aide à l'identification des enjeux environnementaux - **pollution de l'air et bruit** - sur les territoires. Comme aux précédents CA, cette intéressante présentation suscite de nombreuses questions/observations des administrateurs.

Xavier OLNLY estime que l'évolution du Cerema a permis d'améliorer le fonctionnement « métier » dans son domaine, même si les compétences ne sont pas au même niveau dans toutes les directions territoriales.

### Points divers.

- **Rapport d'audit du CGEDD pour le COP** : présentation au prochain conseil d'administration.
- **Déclinaison du Projet Stratégique** : « *la réflexion en interne avance* ».

Nota **Cfdt**: sur ces deux sujets, on n'en saura pas plus !

**Prochain Conseil d'administration : Mercredi 26 avril 2017 – Paris**

#### Vos représentants **Cfdt** au CA :

Catherine RATSIVALAKA (EMF - Brest)

Patrick FOURMIGUE (MED - Aix)

Bruno SAINTOT (EST - Metz)

#### Lexique :

AdCF : Assemblée des Communautés de France

ADEME : Agence pour le Développement et la Maîtrise de l'Energie

COP : Contrat d'Objectifs et de Performance

CGEDD : Conseil Général de l'Environnement et du développement Durable (Ministère)

CTE : Comité Technique d'Etablissement (Cerema)

DGALN : Direction générale de l'aménagement du Logement et de la Nature (Ministère)

DGITM : Direction Générale des Infrastructures, des Transports et de la Mer (Ministère)

DRI : Direction de la Recherche et de l'Innovation (Ministère)

DSCR : Direction de la Sécurité et de la Circulation Routière (Ministère de l'Intérieur)

FNE : France Nature Environnement

FNAUT : Fédération Nationale des associations d'usagers des Transports

SPSI : Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière

#### Déclaration liminaire **Cfdt**:

Madame la vice-présidente, Monsieur le Directeur Général, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'Administration,

L'ordre du jour de cette séance évite soigneusement les sujets "sensibles", calendrier électoral oblige ? La prochaine séance, programmée pour le 26 avril, tombera entre les deux tours de la présidentielle et risque donc de connaître le même sort. La CFDT déplore que les sujets qui engagent l'avenir de notre établissement "de plus de 3000 agents" (mais plus pour longtemps) restent en souffrance, ce qui préoccupe les agents.

Premier sujet, la **stratégie immobilière** du Cerema. Elle semble se réduire à l'adaptation aux injonctions de la Direction de l'Immobilier de l'État et des préfets. Dans les directions locales du Cerema, la transparence n'est pas toujours au rendez-vous, ce qui amplifie l'inquiétude des agents, tant à Nice, Metz, Le Bourget, Bonneuil, que sur les sites bordelais. Le flou sur les mesures d'accompagnement et le peu d'empressement de la Direction Générale pour la mise en place du télétravail renforcent le malaise dans un contexte d'attente générale.

Deuxième sujet, les **missions** du Cerema. Certes, le programme d'activités 2017, qui nous est présenté aujourd'hui, montre une vision optimiste et positive, mais sur le terrain, les équipes s'interrogent sur les conséquences de la déclinaison locale du projet stratégique, approuvé il y a près de deux ans par ce Conseil d'Administration. Cette déclinaison entraînera inévitablement des abandons de missions, mais où, qui, quand, comment ? Les questions restent entières et renvoyées au dernier trimestre 2017, juste avant la fin du mandat du Directeur Général. Faudra-t-il attendre la sortie du contrat d'objectifs et de performance (COP) pour enfin avoir des réponses ?

Troisième sujet, les **effectifs** et donc le budget. L'incertitude totale sur l'épaisseur du coup de rabot des prochains budgets rectificatifs post-électorales ne permet pas d'aborder sereinement cette année 2017. Enfin, alors que se multiplient les attaques politiciennes contre **les agents de la Fonction Publique**, la CFDT tient à rappeler que, au Cerema comme ailleurs, ils **ne sont pas qu'un coût, mais aussi une richesse**, au service de la Nation.

Merci pour votre attention.